

fonctionnaires du Kuomintang qui avaient pris les armes pour gagner de l'argent, et particulièrement ces spéculateurs qui s'appuyaient sur le Parti communiste dans la première période de la libération, furent submergés par le puissant courant de la « campagne de suppression des contre-révolutionnaires ». Ce fut précisément sur cette base que l'appareil rural s'épura. L'administration du village, les associations de paysans et la milice passèrent d'une façon géné-

rale entre les mains des éléments actifs qui surgirent du mouvement de la réforme agraire (2).

Nous pouvons dire qu'aujourd'hui le pouvoir rural dans tout le pays entreprend une réforme fondamentale à des degrés variés, et que cette réforme est soutenue par le mouvement de masse des paysans. Néanmoins, ce mouvement est moins général et moins profond dans le sud du Yantsé qu'en Mandchourie ou dans le Nord de la Chine.

L'ARMEE DANS LES VILLES

A l'exception de Pékin, Shanghai et Kunming toutes les grandes villes furent occupées après des combats, et particulièrement les villes du Nord du Yangtsé furent prises à travers de cruels combats de rues.

Les provinces et les villes « libérées pacifiquement » n'eurent pas à subir de sérieuses batailles, simplement parce que les fonctionnaires du Kuomintang et les généraux de ces régions avaient déserté Chang-Kai-Chek et s'étaient prononcés « en faveur » du Parti communiste, avant l'arrivée de l'armée de libération.

Aussitôt que celle-ci entra dans une ville, qu'elle l'ait occupée pacifiquement ou qu'elle ait livré bataille, la première chose qui était faite était d'établir « un Comité de Contrôle Militaire ». Avant que le Gouvernement central du Peuple ne fût constitué, ces Comités de Contrôle Militaire étaient formés directement par l'Armée de Libération. Leurs fonctionnaires étaient tous sans exception des représentants de l'Armée de Libération ou, en d'autres termes, essen-

tiellement membres du Parti communiste. Dans la première période de la libération, ces Comités de Contrôle Militaire furent la plus haute forme de l'organisation administrative, et même les gouvernements populaires régionaux étaient sous leur contrôle en dépit du fait que, souvent, c'était la même personne qui les dirigeait tous les deux. La première tâche des Comités de Contrôle Militaire était de liquider et de reclasser toute les forces armées qui n'étaient pas directement liées à l'armée de Libération et de prendre en mains toutes les administrations, les Banques d'Etat, les entreprises nationalisées et toutes les autres organisations de l'ancien régime (3). Et c'est ainsi que le nouveau régime fut bâti. C'est seulement après cela que le pouvoir des Comités de Contrôle Militaire se transforma graduellement jusqu'à devenir les gouvernements populaires à tous les échelons. Mais, jusqu'à maintenant, les Comités de Contrôle Militaire existent encore formellement dans beaucoup de villes.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Sur la base de la victoire de l'Armée de Libération, « la Conférence Politique Consultative du Peuple chinois » fut convoquée. Elle se tint à Pékin en septembre 1949. La liste des délégués était formellement le résultat d'un « accord » entre les différents partis, mais en fait elle fut décidée par le P.C. chinois. Quelques politiciens bourgeois remarquèrent que cette nouvelle assemblée politique consultative n'était qu'une réception organisée par le Parti communiste, de même que l'ancienne avait été une réception organisée par Chang-Kai-Chek. Ceci est parfaitement vrai. Parmi les délégués, plus de la moitié était des membres du Parti communiste, l'autre moitié, plus petite, était composée de représentants de la bourgeoisie et plus encore de la petite bourgeoisie, parmi lesquels un tout petit nombre, pas même 5 % de tous les délégués, étaient les représentants des fonctionnaires et des généraux de l'ancien régime. Cette conférence Politique Consultative fut alors l'organisme suprême du pouvoir juridique et administratif. Elle changea le nom du pays, le drapeau national et l'hymne national, ainsi que le calendrier chinois. Elle abolit la vieille « Constitution » et la remplaça par le nouveau

« Programme d'unité ». Elle annula le vieux système gouvernemental chinois et créa un nouveau « statut de l'organisation gouvernementale ».

La nouvelle Conférence Politique Con-

(2) Les informations données par les journaux à ce sujet justifient ce jugement. Bien plus, nous pouvons citer des faits que nous avons vus et entendus nous-mêmes. Par exemple dans mon village natal, les responsables des Associations des Paysans, des Associations de Femmes et de la milice ont été épurés deux ou trois fois successivement. Ceux qui avaient été à l'origine de la première épuration sont déjà exécutés ou emprisonnés. Plusieurs jours auparavant, un de nos camarades ouvriers retourna dans son village natal pour une semaine. Il nous raconta que dans ce village, l'actuel président de l'Association de Paysans était le troisième à ce poste, le premier étant un autocrate déjà tué, le second était à l'origine un paysan pauvre, mais a été limogé et est maintenant limogé sous l'inculpation de corruption et parce qu'il a libéré les membres de la famille du propriétaire terrien. Le premier chef du village après la libération fut publiquement tué en tant que despote notoire.

(3) Sur l'ensemble de l'armée du Kuomintang, comptant 8 millions de soldats dont 4.586.750 furent faits prisonniers, seuls